

*Approvisionnement d'énergie*

**M. Gillespie:** Laissez ce soin à Exxon.

**M. Andre:** Tous les pays importateurs, comme tous les pays du marché commun européen, et cela inclut des pays comme le Japon et d'autres pays industrialisés occidentaux, ont ressenti eux aussi les effets de la crise d'Iran. Tous vont aller s'adresser au Venezuela, au Mexique et ailleurs pour tenter de négocier pour le compte de leur pays. Déjà, les nouvelles d'aujourd'hui nous apprennent que le Venezuela a l'intention d'augmenter le prix d'un baril de pétrole de 25 p. 100. Il se trouve dans une situation qui lui donne un atout inespéré. Ce ministre et le gouvernement envoient un groupe de novices négocier là-bas, avec instructions d'obtenir 100,000 barils par jour, nous ne savons à quel prix. Ils peuvent payer n'importe quel prix demandé. D'autre part, la question de la qualité s'impose mais on n'en parle pas. Le ministre ne s'y arrête pas plus que sur la question des prix. On leur dit tout simplement de s'en aller là-bas acheter 100,000 barils de pétrole par jour. Avec un chèque en blanc, c'est à la portée de tout le monde.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Goyer l'a bien fait.

**M. Andre:** Effectivement et en 1974 le gouvernement a payé \$45 le baril, ce qui ne s'était jamais vu. C'est la dernière fois que le gouvernement a commandé du pétrole. Jamais le fuel n'avait été payé si cher: il est revenu à \$45 le baril, et encore il n'était pas bon. Il contenait trop de soufre, et on n'a pas pu l'utiliser qu'en mélange.

**M. Paproski:** Le ministre a dit qu'il l'avait renvoyé.

**M. Andre:** Donc on va renvoyer les mêmes types au Venezuela avec un chèque en blanc, pour qu'ils nous achètent 100,000 barils par jour. Le ministre souhaite sincèrement que lorsque le bill en viendra là, les élections seront finies, mais dans l'intervalle, il aura pu dire qu'il a tenu tête à Exxon. Oui, un vrai dur.

La motion du député de Sault-Sainte-Marie (M. Symes) n'étonne pas de la part du NPD. Il a pour doctrine et pour dogme que l'État doit se charger de tout, qu'il en connaît plus que tout le monde, qu'il doit tout faire marcher, pas seulement les pétroles mais la poste et ainsi de suite il est omniscient et, c'est lui qui doit avoir la haute main sur l'économie. Je connais sa façon de penser, mais je ne suis pas d'accord.

Le socialisme est une philosophie politique et un système économique qui a échoué partout. Je ne comprends pas qu'on puisse encore prôner un système économique qui a échoué partout où il a été essayé. Toutefois, ce parti a parfaitement le droit de colporter ses idioties économiques. Mais quand le député vient nous dire que lancer Petro-Canada sur les marchés pétroliers internationaux, lui demander d'acheter tout notre pétrole c'est ouvrir une porte sur le marché mondial à une société nationale de confiance, là il exagère.

Le député veut par esprit de système nous faire croire que les sociétés de la Couronne sont bonnes, qu'on peut leur faire confiance. Dira-t-il la même chose de l'Énergie atomique du Canada Limitée et de son petit arrangement avec l'Argentine? Je me demande s'il peut nous expliquer comment il fait pour être aussi convaincu de l'honnêteté et de l'efficacité d'une

société de la Couronne du nom de Petro-Canada quand une autre société de la Couronne appelée cette fois, l'Énergie atomique du Canada Limitée, a vendu pour sa part un réacteur à l'Argentine. Nous avons tout d'abord consenti un prêt à l'Argentine pour lui permettre d'acheter un réacteur, de sorte que ce contrat va nous coûter des millions de dollars et il a fallu par dessus le marché que nous payions des pots-de-vin pour décrocher le contrat en question. C'est là un exemple typique de ce qui cloche avec ces sociétés de la Couronne.

Quand cette affaire a été conclue, le prédécesseur du ministre, Donald Macdonald—qui, soit dit en passant—est actuellement directeur de la Shell, l'une des grandes méchantes multinationales, mais peu importe—ce même M. Macdonald qui s'est battu contre les multinationales lors des élections de 1974 alors qu'il en dirige maintenant une—s'est donc levé et il a déclaré que l'EACL montrait à merveille les prodiges que ces sociétés de la Couronne pouvaient réaliser pour nous. Il nous a dit cela parce qu'à l'époque il voulait faire adopter le bill sur Petro-Canada. Il nous démontre comment l'Énergie atomique du Canada a merveilleusement réussi à vendre son réacteur, qui est à la pointe de la technologie mondiale et qui va permettre au Canada de merveilleuses réalisations. Il nous vante les mérites des merveilleux véhicules que représentent les sociétés de la Couronne.

● (1550)

Mais il oublie que lorsque le vérificateur général a mis le nez dans leurs comptes, nous avons alors découvert ce que recélaient ces négociations. C'est après les élections, bien sûr, que nous avons découvert le pot-aux-roses. Il n'y avait plus un seul ministre qui ait jamais entendu parler même de l'Énergie atomique du Canada Limitée. Plus un seul ministre qui eut accepté de se présenter à la Chambre et d'endosser la responsabilité des actions de cette société. C'est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) à qui revenait ce soin. Mais tout a été épongé, et voilà qu'est née une nouvelle société de la Couronne, intitulée Petro-Canada, et qui va nous sauver. Mais avant de chercher à persuader le public canadien à l'accepter, que le gouvernement nous prouve sa légitimité. Le public connaît les exploits des sociétés de la Couronne, et notamment des sociétés de la Couronne relevant du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Ces sociétés traînent derrière elles une bien triste réputation.

Je le répète, je reconnais que les néo-démocrates peuvent se tromper. Ils préconisent une économie socialiste et la nationalisation pour des raisons de principe. C'est aussi pour des raisons de principe qu'ils ont proposé cet amendement. Il nous appartient de bien réfléchir à ses conséquences. Si Petro-Canada devenait le seul acquéreur de la totalité des approvisionnements en énergie du Canada à l'étranger, nous mettrions ainsi tous nos œufs dans le même panier. Notre principal acheteur de pétrole, Petro-Canada, tiendra en main un secteur extrêmement important de notre économie. S'il fait une seule erreur, tout le pays devra en subir les sinistres conséquences.